



CDEN du Territoire de Belfort - 21 novembre 2022

## Déclaration préalable au titre de la FSU

Le ton de cette rentrée 2022 est marqué par 5 longues années de politique Macron - Blanquer :

- **crise du recrutement**, les concours sont désertés
- des **promesses de revalorisation « historique » des salaires**, mais le "pacte" proposé ajoute des missions et augmente le temps de travail

D'après les statistiques du ministère, les tâches supplémentaires des enseignant-es sont d'abord effectuées par des hommes : les renforcer dans la rémunération, c'est renforcer les inégalités entre femmes et hommes, dans une profession féminisée à 73 %

- des **promesses d'amélioration de la qualité de vie au travail**, alors que les actes se font attendre, avec par exemple la création de référent-es « violences sexistes et sexuelles »
- des **effectifs toujours chargés dans les classes**, notamment dans le second degré, alors qu'1 enseignant-e sur 2 travaille plus de 43H par semaine
- **augmentation des dotations financières pour l'enseignement privé**, alors que le public se paupérise
- **mépris affiché pour le métier, les élèves et les familles** qui consiste à faire croire qu'on peut recruter un-e enseignant-e après un simple échange de 30 minutes..

### La FSU continuera à dénoncer l'affaiblissement organisé du service public d'Éducation.

→ Dans le premier degré, les bilans de rentrée se suivent et malheureusement se ressemblent. Malgré les demandes de la FSU, le ministère persiste à ne pas engager plus de moyens humains, bien au contraire. Sur le terrain, la mise en place des dédoublements de GS/CP/CE1 à moyens constants laisse un goût amer. Comment imaginer dédoubler des classes sans abonder de manière significative ? La baisse démographique ne suffit pas, d'autant qu'au final elle n'est pas à la hauteur des prévisions.

Si globalement, les écoles sont dans une situation relativement correcte en terme d'effectifs, le problème du remplacement dans notre département est devenu insupportable, intenable et pour nous, FSU, inadmissible ! Nous assistons à des situations sur le terrain intolérables, qui font souffrir les collègues et évidemment ne peuvent permettre un enseignement de qualité pour nos élèves. Le service public d'éducation est totalement défaillant.

Voilà la seule réponse que nous entendons : « Pour rendre les 4 postes demandés par le ministère, il faut renoncer : neutraliser des postes de remplacement, "saupoudrer" le RASED, fermer les postes de PDMCDC ». Cette réponse ne nous convient pas et nous continuerons de réclamer des moyens supplémentaires pour la réussite de nos élèves, ils le valent bien. Par effet de ricochet, la formation continue est en danger elle aussi, du fait du manque de moyens de remplacement.

→ Pour la FSU, le bilan de rentrée dans le second degré est très préoccupant. Un peu partout dans nos collèges, il manque des collègues malgré un discours qui se voulait rassurant dans la presse, la veille de la reprise... « Le prof devant chaque classe », promis par le ministre, n'était pas là ! De plus la gestion calamiteuse de l'affectation des TZR, la multiplication de petits compléments de services, et le recrutement des contractuels par le rectorat a conduit à des situations ubuesques : des collègues qui naviguent entre Vesoul et notre département, entre collèges et lycées pro... Des situations intenable, qui ont conduit parfois à des démissions, souvent à des arrêts maladie.

Aussi, l'analyse des conditions d'apprentissage des élèves montre de graves disparités, qui ne coïncident pas avec le positionnement social du public accueilli. Il devient urgent de revoir la carte de l'éducation prioritaire qui est obsolète, le tableau de classement des collèges selon l'indice de position sociale en atteste. Plus

généralement, c'est la sectorisation et la carte scolaire qu'il faudrait revoir car c'est le principal levier de lutte contre les disparités sociales entre établissements. La perte d'élèves dans des établissements déjà en difficulté (Chateaudun pour ne pas le citer) est un indicateur qui caractérise l'urgence de revoir cette sectorisation.

Par ailleurs, la FSU insiste sur la nécessité urgente de traiter la question du confort thermique et la problématique bâtiminaire à hauteur des enjeux d'économie d'énergie. Un bilan des besoins au niveau de l'aménagement thermique des locaux a-t-il été dressé ? Car nous déplorons que l'effort soit à nouveau renvoyé aux agents. La rénovation énergétique du bâti répond à des enjeux écologiques et budgétaires, et doit participer à l'amélioration du confort thermique pour répondre aux objectifs de réduction des émissions de CO2.

→ Nous terminerons notre déclaration en rappelant que nos collègues des lycées professionnels ont été de nouveau en grève contre la réforme annoncée par le Président. Elle est à la fois scandaleuse, car elle se calque sur le seul modèle de l'apprentissage afin de satisfaire les besoins des entreprises locales sur des postes précis, coûteuse sur le plan budgétaire, et illusoire sur ses effets pour résoudre le chômage chez les jeunes. Cette réforme les écarte d'une formation initiale visant le long terme en doublant les périodes de stage et en réduisant les heures d'enseignement général. Les chances de poursuite d'études s'amenuisent. Au collège, ce projet se traduit par une perméabilité de l'École aux entreprises et aux intérêts patronaux, avec une présentation hebdomadaire des métiers prise sur les heures de cours. Est-ce conforme aux besoins d'enfants de 12 ans ?

**La FSU demande l'abandon de ces idées rétrogrades, et porte un autre projet pour les lycées pros, qui accueillent 30 % de la Jeunesse de notre pays.**